

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Pour la Solidarité

*Plus qu'un Think Tank,
votre partenaire européen !*

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2009

TABLE DES matières

PRESENTATION DE PLS ET DES SERVICES PRESTES	Page 2
Affaires sociales	Page 5
<i>INCLUSION ET PROTECTION SOCIALES</i>	
<i>LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE</i>	
<i>MODELE SOCIAL EUROPEEN</i>	
<i>AIDES D'ETAT DANS LE DOMAINE DE L'ECONOMIE SOCIALE</i>	
<i>ANNEE EUROPEENNE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE EN 2010</i>	
Economie sociale	Page 12
<i>PROMOTION DE L'ECONOMIE SOCIALE</i>	
<i>ACCOMPAGNEMENT DE STRUCTURES D'ECONOMIE SOCIALE</i>	
<i>SERVICES A LA PERSONNE A FINALITE SOCIALE</i>	
Diversite et RSE	Page 15
<i>DIVERSITE EN ENTREPRISE</i>	
<i>RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES</i>	
Participation Citoyenne	Page 18
<i>COMPLEMENTARITE DES MODELES DE DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ET PARTICIPATIVE</i>	
<i>SOCIETE CIVILE ORGANISEE</i>	
<i>CITOYENNETE EUROPEENNE ACTIVE</i>	
<i>BENEVOLAT</i>	
<i>EXPERTISE CITOYENNE</i>	
Developpement DURABLE ET TERRITORIAL	Page 22
<i>EFFICIENCE ENERGETIQUE</i>	
<i>LOGEMENT ET MOBILITE DURABLES</i>	
<i>CONSOMMATION RESPONSABLE</i>	
<i>CLIMAT</i>	
PLS et Les medias	Page 28

PRESENTATION DE PLS

Pour la Solidarité (PLS), est un Think Tank européen qui a pour principale ambition de promouvoir la solidarité sous toutes ses formes par le développement d'un réseau de compétences entre les cinq principaux acteurs clés que sont les entreprises, les pouvoirs publics, les syndicats, les associations et les chercheurs. Il s'agit de faire travailler ensemble ceux qui identifient et analysent les bonnes pratiques et ceux qui sont en mesure de faciliter leur mise en œuvre et de les disséminer.

Ainsi, notre Think Tank entend jouer un rôle actif dans la formulation des politiques publiques, l'accroissement de l'intérêt des entreprises pour leur responsabilité sociétale et l'encouragement de la participation des citoyens aux processus décisionnels afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une **Europe solidaire** et porteuse de **cohésion sociale**.

Dans un souci de clarification, nos activités sont réparties en trois grands domaines de compétences : Ressources, Expertise-Conseil, Reliance.

« **Ressources** » : **donner aux acteurs les clés de compréhension** nécessaires pour appréhender l'environnement européen dans lequel ils évoluent. Depuis sa création, PLS a cherché à développer avec ses partenaires des relations durables, notamment pour apporter une dimension européenne à leurs activités. Depuis 2008, plusieurs grandes structures d'économie sociale nous ont fait confiance et en particulier le Groupe Chèque Déjeuner, la MAIF, l'Union Nationale d'Aide et soins à domicile (UNA) ainsi que l'Association des Paralysés de France (APF). Ainsi, dans le cadre de notre mission de formation et d'information, nous proposons à nos partenaires une série d'outils d'accompagnement sur les enjeux européens :

→ Des newsletters :

- Le Télex, envoyé chaque mois, à près de 15.000 acteurs socio-économiques.
- Plusieurs newsletters liées à nos thématiques de travail.

→ Des sites Internet :

- Un site général reprend l'ensemble des activités - www.pourlasolidarite.eu

- Plusieurs sites Internet thématiques : www.pour-tous.eu ; www.beingcitizen.eu ; www.observatoiredulogementdurable.eu ; www.jaccroche.be ; www.inclusion-participation.eu ; www.pcsr.eu ...
- Une veille européenne : cette veille, mensuelle ou trimestrielle, permet aux acteurs de suivre l'actualité européenne en rapport avec leurs thématiques ou centres d'intérêt, de manière à accompagner leur réflexion stratégique en ayant à l'esprit les enjeux européens pouvant les concerner, à court, moyen et long terme. À titre d'exemple, nous avons traité cette année les sujets suivants, entre autres : le Plan climat, l'emploi en Europe dans le contexte de crise, l'UE face à la crise, la présidence suédoise de l'UE, le sommet européen sur l'emploi, les élections européennes...
- Des publications et travaux de recherches. Les Cahiers de la Solidarité approfondissent des questions d'actualité en analysant les pratiques innovantes et alternatives détectées au sein de l'Union européenne et en consultant les acteurs clefs du domaine étudié. Les Working papers font le point de manière synthétique et accessible sur des concepts et enjeux qui influenceront l'avenir des citoyens européens. Ils sont téléchargeables gratuitement sur le site internet de PLS.
- Des événements thématiques – les Midis de la Solidarité – offrent l'opportunité aux participants de se faire leur propre opinion en écoutant les expertises de différents praticiens et experts et de manière interactive en participant au débat qui conclut chaque rencontre.

« **Expertise – Conseil** » : être un point d'appui sur les thématiques de la solidarité en Europe.

- **Réalisation d'études**, de supports de diffusion sur l'information européenne, organisation d'événements de dissémination ;
- **Consultances et formations ; Accompagnement d'entreprises et de services communaux** : le soutien stratégique aux entreprises et structures d'économie sociale se fait à la fois par un accompagnement de fond sur l'UE, par les veilles et les formations, mais aussi par un accompagnement plus spécifique pour permettre un positionnement européen de nos différents partenaires. Ainsi, PLS soutient ses partenaires dans le montage de projets cofinancés par les institutions européennes (Fonds structurels & Programmes d'action communautaire) ; dans la conciliation entre la vie au travail et la vie hors travail, dans la rédaction d'étude, l'organisation de rencontres de travail avec les spécialistes européens du sujet...
- **Aide au montage et au management de projets**
- **Formations**

« **Reliance** » : être une interface d'échanges de bonnes pratiques et de dialogue.

- **Mise en réseau** de structures et acteurs ciblés européens;
- **Organisation de journées de rencontre**, de visites **privilegiées** entre acteurs de terrain et décideurs européens ;
- **Valorisation** de personnes ressources et d'actions spécifiques lors de l'organisation de **séminaires et conférences**.

AFFAIRES SOCIALES

La cohésion sociale est une condition essentielle à la garantie de la démocratie puisqu'elle tend à enrayer les facteurs de division et le risque d'exclusion. En 2009, l'axe « affaires sociales » comprend notamment les thématiques suivantes : Inclusion et protection sociales ♦ Lutte contre le décrochage scolaire ♦ Modèle social européen ♦ Aides d'Etat dans le domaine de l'économie sociale ♦ Année européenne de Lutte contre la pauvreté en 2010 ♦

INCLUSION ET PROTECTION SOCIALES

Projets

Nouvelle campagne d'information et de sensibilisation sur les questions de l'inclusion et de la protection sociale en Belgique

Ce projet est une suite de la précédente campagne mise en place en 2007 au niveau fédéral belge, il a été élargi à la Roumanie et à la Bulgarie. En Belgique, la campagne se concentre sur la diversité et les causes de pauvreté des enfants, des jeunes et des personnes âgées et sur le vieillissement actif. Elle est menée pendant deux ans avec le soutien de nombreux partenaires belges tels que la Fondation Roi Baudouin, le Conseil National du Travail, le Service de Lutte contre la Pauvreté du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme.

L'organisation de campagnes similaires en Roumanie et en Bulgarie avec le soutien de partenaires roumains et bulgares et sous la coordination de la fondation PACT pour la Roumanie et du syndicat PODKREPA pour la Bulgarie s'inspirera des résultats de la première campagne belge. Différentes rencontres ont eu lieu au cours de l'année 2009 (28 août, 3, 4 et 5 septembre 2009) qui ont permis de mettre en commun les expériences dans ces trois pays et de s'inscrire pleinement dans l'esprit de la Méthode Ouverte de Coordination (MOC) « Inclusion et protection sociales » largement présentée et débattue lors de la première campagne. Deux supports, publiés en anglais et français, ont été mis en place pour le suivi du projet.

- Le site www.inclusion-participation.eu lancé en avril 2009, sensibilise les citoyens au processus de la MOC, ainsi qu'aux politiques nationales relatives à l'inclusion.
- Quatre newsletters, comprenant les avancées et les actualités, accompagnent et promeuvent le projet.

Entreprises sociales d'insertion par le travail, outil de promotion de l'inclusion

Le projet « WISEs as a tool for promoting inclusion » a débuté en janvier 2008. Il réunit 8 pays européens autour de l'analyse du rôle des entreprises sociales d'insertion par le travail dans la promotion de l'inclusion sociale et de l'élaboration de recommandations à l'attention des décideurs politiques aux différents échelons (européen, nationaux, régionaux).

PLS est chargé de l'analyse de la situation en Belgique. Les recommandations porteront sur la meilleure façon de favoriser et renforcer la contribution des entreprises sociales d'insertion par le travail aux politiques de l'emploi et d'inclusion, notamment celles financées par les fonds structurels européens.

Une première confrontation, entre partenaires et acteurs finlandais et belges, les 31 mars et 1^{er} avril, a permis la présentation d'entreprises sociales d'insertion par le travail bruxelloises aux membres de la délégation finlandaise et l'élaboration de recommandations en présence d'acteurs et décideurs politiques intéressés par les entreprises sociales d'insertion par le travail et/ou la question de l'inclusion.

Rencontres

Inclusion et entrepreneuriat

Le 4 février, lors du Salon des Entrepreneurs à Paris, PLS a participé au lancement de l'initiative intitulée « *Oser maintenant : 100 Entrepreneurs s'engagent* ». Cet évènement, organisé par l'AVISE (Agence de Valorisation des Initiatives Socio-Économiques), a permis de réunir une centaine d'entrepreneurs engagés en matière sociale, autour d'un Livre Blanc proposant 15 premières initiatives pour « *Développer l'Entrepreneuriat Social* ». Un site Internet a été mis en place pour l'occasion, <http://avise.org/100entrepreneurs sociaux/>.

Prises de position

Livre vert sur la cohésion territoriale : faire de la diversité un atout

Dans sa réponse à la consultation de la Commission relative au Livre vert sur la cohésion territoriale (février 2009), intitulé "faire de la diversité un atout", PLS insiste sur l'approche intégrée que doit revêtir toute politique de cohésion territoriale, afin de prendre en compte à la fois les aspects de développement économique, d'inclusion sociale et de protection de l'environnement, dans le cadre d'une vision à long terme anticipant les évolutions macro-économiques à venir (impact du réchauffement climatique, hausse des prix de l'énergie, etc.). Les dépenses en faveur des politiques sociales notamment ne doivent plus être appréhendées comme un coût mais comme un investissement pour la société. En particulier, un grand nombre de personnes vivant dans des régions rurales voient leurs possibilités d'insertion sociale et professionnelle compromises faute d'infrastructures satisfaisantes en matière de transport, de santé, de services sociaux, d'énergie... Partant de ce constat, l'importance de définir un cadre juridique clair au niveau européen pour les Services Sociaux d'Intérêt Général adapté à leurs spécificités doit être réaffirmée, ainsi que la nécessaire participation de la société civile à la définition des politiques de cohésion territoriale, non seulement pour des raisons démocratiques et éthiques mais également d'efficacité et de durabilité des actions.

www.pourlasolidarite.eu/Livre-vert-de-la-Commission?var_recherche=cohesion?lang=fr

Inclusion financière : garantir l'accès à un compte bancaire de base

En avril 2009, PLS a répondu à la consultation de la Commission européenne sur la garantie d'accès à un compte bancaire de base pour souligner que l'inclusion financière est une condition nécessaire à l'exercice d'un certain nombre de droits.

Il rappelle notamment le droit à l'emploi et à la rémunération, la liberté de travailler, la liberté d'entreprendre ou l'égalité entre les femmes et les hommes, figurant dans la Charte des droits fondamentaux et la Charte des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, dont l'exercice est entravé pour les personnes n'ayant pas accès aux produits et services financiers. Il s'ensuit que l'offre d'un compte bancaire de base devrait être rendue obligatoire au niveau des États membres, à un tarif accessible, par l'ensemble des organismes financiers. Qui plus est, PLS estime que le développement d'autres services financiers (microcrédit, assurances, accès aux conseils en gestion financière,...) adaptés aux besoins des personnes démunies devrait également être encouragé par le biais de l'intervention des pouvoirs publics. Si les services ne peuvent pas être fournis par les banques dans les conditions normales du marché, ils devraient être considérés comme des services d'intérêt général et bénéficier de soutiens publics.

www.pourlasolidarite.eu/Inclusion-financiere-garantir-?var_recherche=consultation?lang=fr

Viellissement actif et solidarité intergénérationnelle : pour une année européenne en 2012

En juillet 2009, PLS a répondu à la consultation lancée par la DG emploi de la Commission européenne sur la possibilité de faire de 2012 l'Année du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle. En tant qu'acteur de la société civile, PLS réfléchit :

- aux enjeux socio-économiques du vieillissement, notamment en termes de solidarité entre les générations ;
- aux politiques à mettre en œuvre pour faire des changements démographiques un atout plutôt qu'un problème en Europe ;
- à la mobilisation de la société civile en vue de donner un maximum d'impact à une année européenne sur ce thème.

www.pourlasolidarite.eu/2012-annee-europeenne-du?lang=fr&retour=y

Working Papers

Cohésion et inclusion sociale – Les concepts

Aujourd'hui les termes de cohésion sociale et d'inclusion sociale sont de plus en plus utilisés tant dans les médias que par les politiques ou le milieu associatif. Ce working paper propose de réfléchir sur ces concepts, d'en retracer l'histoire et de retrouver les différentes manières dont ils ont été successivement investis de sens. Si ces concepts sont issus à l'origine des sciences humaines, c'est actuellement dans les projets de politique sociale qu'ils sont le plus usités.

Cohésion et inclusion sociale : les pratiques européennes

Ce working paper étudie particulièrement les mises en pratiques de ces concepts au travers de deux institutions : le Conseil de l'Europe et la Commission européenne. Chaque institution a fait un choix particulier donnant lieu à des types de politiques différentes mais complémentaires. Car si l'une parle plutôt de cohésion alors que l'autre s'attelle à utiliser le terme d'inclusion, dans les deux cas c'est une volonté de pérenniser les projets européens de croissance économique.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : Année européenne 2010

Interview du Secrétaire d'État à la lutte contre la pauvreté, Jean Marc Delizée

L'année 2010 sera consacrée au niveau européen à la lutte contre la pauvreté, ce qui se traduira par des actions dans les différents pays de l'UE. En Belgique notamment, un plan de 59 mesures a été déposé dès cet été pour lutter contre la pauvreté. A cette occasion, PLS a rencontré Jean-Marc DELIZEE, Secrétaire d'État à la Lutte contre la Pauvreté, pour une interview exclusive. L'interview est disponible sur :

<http://www.pourlasolidarite.eu/Interview-du-Secretaire-d-Etat-a?lang=fr&retour=y>

Lutte contre la pauvreté : 59 mesures pour une approche intégrée

Un Belge sur sept, soit 15,2 % de la population, vit aujourd'hui en situation de pauvreté. Malgré le développement économique et social du pays, ce taux est supérieur à la situation dans les pays voisins : France (11 %), Pays-Bas (10 %), Luxembourg (14 %). Face à cette situation, le Gouvernement fédéral a adopté le 4 juillet 2004, à l'initiative du Secrétaire d'État Jean-Marc Delizée, un Plan de lutte contre la pauvreté présentant cinquante-neuf propositions dirigées vers six objectifs : le pouvoir d'achat, le droit à la santé, l'emploi, le logement, l'accès à l'énergie et l'accessibilité aux services publics. Parallèlement, quinze indicateurs ont été développés afin de mesurer les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et orienter l'évolution des politiques. Ceux-ci forment la base du Baromètre de la pauvreté, approuvé en janvier 2009 par les différents ministres de l'Intégration sociale aux niveaux fédéral, régional et communautaire.

PLS a réalisé une publication pour le compte du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Pauvreté présentant de manière illustrée par des interviews d'acteurs de terrain, de mandataires publics et de chercheurs universitaires, le contenu de ce plan, qui se révèle stratégique dans la perspective de l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et dans le cadre de la future présidence belge du Conseil de l'Union européenne.

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Accrochage scolaire – Lancement du site

www.jaccroche.be est un site consacré au décrochage scolaire en Région bruxelloise. Il propose aux jeunes, parents et professionnels des outils et des solutions pour le surmonter. Bonnes pratiques, témoignages, interviews, coordonnées... vous retrouverez sur ce site des informations pour mieux décrypter le décrochage scolaire et vous guider vers des personnes-ressources. À l'occasion de la mise en ligne du site le 14 janvier, PLS et ses partenaires ont convié le public concerné par cette problématique à un Midi de la Solidarité sur le thème « *Des projets pour favoriser l'accrochage scolaire* ».



Afin de présenter les derniers développements du site internet, PLS et Solidarité Savoir, avec le soutien du Rotary Club de Bruxelles, ont souhaité réunir, le 21 octobre, les acteurs pour échanger autour de deux projets très concrets. A cette occasion, PLS a présenté son étude « L'Union européenne s'intéresse-t-elle au décrochage scolaire ? Etat des lieux et perspectives en Europe ».

Working Paper

L'Union européenne s'intéresse-t-elle au décrochage scolaire ? Etat des lieux et perspectives en Europe

La problématique du décrochage scolaire se pose de façon majeure dans beaucoup de pays européens, d'autant que les coûts économiques et sociaux sont importants aussi bien pour le décrocheur que pour la société. Il est donc important de ne pas négliger des jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme, qui sont en situation d'exclusion et pour lesquels il est ensuite difficile de s'intégrer dans la société et sur le marché du travail.

Comme la politique en matière d'éducation et de formation – au même titre que la politique d'emploi – relève des compétences nationales, la Commission européenne ne peut jouer qu'un rôle d'incitation : elle n'a aucun pouvoir d'action contraignant pour réformer les systèmes d'éducation nationaux. Toutefois, elle essaie d'encourager la coordination des différentes politiques éducatives et de formation des États membres. À cette fin, elle propose notamment des programmes européens pour soutenir des initiatives de lutte contre le décrochage scolaire ou qui participent à l'intégration des jeunes en difficulté sur le marché du travail.

FORMATION CONTINUE

Validation et valorisation de l'apprentissage non formel et informel

Le 17 mars a eu lieu à Bruxelles une réunion des partenaires du projet européen remporté en 2008, sur la validation et la valorisation de l'apprentissage non formel et informel dans le domaine de l'intégration des personnes désavantagées et de la médiation multiculturelle. Les actions du projet évalueront et transféreront une méthodologie déjà expérimentée avec succès en Allemagne : le système PROFILPASS (instrument qui permet d'identifier et de cartographier les compétences informelles mais aussi formelles) pour l'adapter au contexte belge grâce à un travail commun des structures directement concernées par le thème de la formation des adultes : les communautés, les régions, les universités, les agences de formation, les entreprises, etc.

L'expérimentation découlera sur un manuel pratique : "indications, conseils, instruments et pistes pour l'évaluation et la reconnaissance des compétences acquises grâce à la formation non formelle" et un site internet – www.valid-info.eu.

Working Paper

La valorisation et la validation de l'expérience non formelle et informelle – Une solution pour le marché de l'emploi européen ?

La valorisation et la validation de l'apprentissage non formel et informel sont un des aspects de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. Selon cette optique, la vie de tous les jours, professionnelle et personnelle, est porteuse d'apprentissages divers et elle permet de développer différentes compétences et aptitudes qui peuvent être utiles sur le marché du travail. Ce working paper analyse la validation et la valorisation de l'expérience non formelle et informelle ainsi que leur impact sur le marché du travail européen.

Autres Working Papers

2009, année européenne de la créativité et de l'innovation

« *Imaginer, créer, innover* », c'est sur ce slogan ambitieux que s'ouvre cette année européenne 2009. Ce working paper est l'occasion de mettre en évidence les différentes politiques européennes d'innovation et de créativité, mais aussi de recherche et de développement, et de montrer combien sont importants ces thèmes pour le développement de l'économie de l'Union et de quelle manière ils sont inhérents à un ensemble de domaines-clés de notre société.

La place et le rôle de la laïcité en Turquie

L'objectif de ce working-paper est de comprendre comment se traduit la laïcité dans un État musulman constitutionnellement laïc, la Turquie, et quel est l'impact de la laïcité en tant que critère d'adhésion au sein de l'Union européenne. Cette analyse souligne également la spécificité et les paradoxes de la laïcité turque ainsi que les obstacles et les limites auxquels elle doit actuellement faire face.

L'utilité sociale, une forme d'intérêt général ? Perspectives et enjeux

Ce working paper a pour objectif de mettre en valeur la relation trop souvent oubliée qui existe entre les concepts d'utilité sociale et d'intérêt général afin d'avoir une portée pratique sur le secteur de l'économie sociale en permettant à ses structures et acteurs d'être reconnus comme vecteurs d'intérêt général au travers des missions d'utilité sociale qu'ils réalisent.

La question de la place spécifique des SSIG – Dans le contexte de la transposition de la directive européenne des services dans les États membres...

La libéralisation des services est au cœur de l'agenda de l'Union européenne depuis les prémices de sa construction. Elle est considérée comme un instrument de la réalisation du marché intérieur en Europe. Cette libéralisation a connu plusieurs étapes et se focalise depuis quelques années sur une catégorie de services : les services sociaux. Et plus spécifiquement ce qu'on a appelé les services sociaux d'intérêt général (SSIG). La libéralisation européenne des services a des implications importantes pour le futur de ces services.

Les politiques d'intégration, quelles pratiques nationales et européennes ?

Cette étude a pour but d'analyser les politiques belges en matière d'intégration, ainsi que, dans une moindre mesure, les politiques européennes parce que les onze principes de base communs de l'Union Européenne en matière d'intégration et d'immigration ont une incidence sur les politiques nationales de tout État membre de l'Union Européenne.

Solidarité : L'héritage européen de la pensée du Professeur Geremek

S'il est une figure académique et politique en Europe, emblématique de la solidarité, dont l'héritage intellectuel mérite une analyse approfondie, c'est sans nul doute celle de l'historien Bronisław Geremek. Pionnier de l'Histoire de la pauvreté, le « Professeur », ancien député européen, ministre des affaires étrangères de la Pologne et directeur de la Chaire de civilisation européenne au Collège d'Europe, affirmait le droit à l'Histoire de tous les groupes sociaux.

La lutte contre les discriminations en Europe : état des lieux et perspectives

L'actuel processus d'adoption de la directive relative à l'égalité de traitement sans distinction de religion ou de convictions, d'orientation sexuelle, d'âge ou de handicap rappelle la nécessité de promouvoir l'égalité de traitement en Europe. Cette nouvelle directive va venir compléter les mesures déjà existantes dans ce domaine, à savoir les directives relatives à l'égalité raciale et à l'égalité de traitement dans le travail.

Face à la crise : le plan de relance de la Commission

Aux quatre coins de l'Union, les ménages, les travailleurs et les entreprises commencent à ressentir durement les effets de la crise. C'est pourquoi la Commission a mis en œuvre un vaste plan destiné à la relance de l'économie de l'UE dont un des objectifs majeurs est de maintenir l'emploi dans les entreprises et de faciliter l'entrée ou la réinsertion sur le marché du travail. La crise financière en est arrivée au point d'envahir l'économie réelle avec un nombre record de faillites d'entreprises, elle a induit une série d'effets négatifs pour l'économie. Dans ce contexte, malgré le plan de relance, de nombreux doutes sont émis quant aux prévisions de reprise à la fin de 2009 et 2010. En effet, deux niveaux sont à distinguer : la question des pertes (estimées actuellement à 1000 milliards \$) et celles des moyens à mettre en œuvre pour les éponger.

Les risques domestiques et la sécurité routière

Les accidents de la vie courante et les accidents de la route causent de nombreux morts au sein de l'Union européenne chaque année. Loin d'être anodins, les blessures et décès qui découlent de ces accidents représentent un coût pour la société mais impliquent surtout un ensemble d'adaptations afin de prendre en charge les personnes accidentées. En effet, au-delà de l'évènement de l'accident, doivent s'élaborer des réponses construites et efficaces en vue de prévenir et encadrer les blessures. Réduire l'impact de ces dernières sur la société, implique d'élaborer des outils fondés sur la collecte et l'analyse de données et de les articuler au travers d'une politique générale. L'UE peut ainsi se donner les moyens de lutter efficacement contre ces accidents et les blessures qui en découlent par des programmes de prévention.

Disparités territoriales et mondialisation : La gouvernance régionale comme solution ?

Ce working paper étudie la difficulté de la reconnaissance institutionnelle de l'économie sociale dans l'Union européenne, en analysant les obstacles empêchant la politique européenne des associations de se hisser jusqu'au rang des enjeux majeurs de l'agenda européen. Alors que le statut de l'Association européenne pourrait s'avérer un point de ralliement d'un mouvement associatif européen en construction perpétuelle, il révèle au contraire la fragilité d'une Europe élargie – parfois trébuchante – à élaborer un consensus sur certaines questions d'affaires sociales de l'UE.

Solidarité intergénérationnelle et vieillissement actif : changements de perception et choix de société.

A l'heure du projet d'année européenne 2012 sur le vieillissement actif et la solidarité intergénérationnelle, l'Union européenne se situe au carrefour des générations et doit faire face à trois défis d'orientation complexes.

Ce working paper apporte des éléments de réponse à ces défis européens en analysant deux points centraux : l'incidence d'une population vieillissante dans l'Union européenne d'une part ; la perception des sociétés européennes sur le vieillissement d'autre part. Sa plus-value repose sur l'étude approfondie du dialogue social comme outil de lutte contre les discriminations liées à l'âge dans l'emploi, à travers les bonnes pratiques du projet AGE-IN, coordonné par PLS.

Cahier de la Solidarité n° 22 : « Faut-il payer pour le non-marchand ? Analyse, enjeux et perspectives » – Série Cohésion sociale et économie sociale, Décembre 2009

L'utilité sociale et économique des activités développées par le secteur non-marchand, dans des domaines aussi divers que l'enseignement, les soins de santé, la culture ou encore les services sociaux, est indéniable et contribue de manière fondamentale au modèle social européen. Quelles sont les perspectives de développement du secteur non-marchand aux niveaux européen et national ? Quelles sont les mesures législatives qui pourraient favoriser sa reconnaissance ? Comment soutenir le secteur non-marchand dans la prestation de services sociaux d'intérêt général (SSIG) accessibles, innovants et de qualité, compte tenu des défis économiques, sociaux et environnementaux actuels ?



Telles sont les questions abordées dans ce cahier qui se veut un outil visant à éclairer les décideurs et citoyens sur les impacts de la législation européenne en construction en matière de SSIG, sur l'avenir d'activités de plus en plus fondamentales pour la cohésion sociale que sont celles relevant du non-marchand.

économie sociale

L'approche économique proposée par l'économie sociale et solidaire est dans la lignée des valeurs que défend PLS. Il est essentiel de travailler avec les divers centres de recherche, universitaires ou non, ainsi qu'avec les acteurs socio-économiques du secteur, afin de favoriser les rencontres et développer des collaborations en vue d'intensifier le niveau des recherches en économie sociale et de participer à leur diffusion et leur vulgarisation auprès d'un large public. L'axe économie sociale de PLS comprend notamment les thématiques suivantes : Promotion de l'économie sociale ♦ Accompagnement de structures d'économie sociale ♦ Services à la Personne à finalité sociale ♦

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Un mémorandum de l'économie sociale européenne pour les élections

Tout au long de la dernière législature du Parlement européen, PLS a participé aux travaux de l'Intergroupe Économie Sociale, qui a réuni régulièrement les représentants du Parlement européen et les représentants des réseaux européens d'économie sociale implantés à Bruxelles. Dans la perspective des élections européennes, cet intergroupe a élaboré un mémorandum disponible sur www.socialeconomy.eu.org/spip.php?article906&lang=fr, adressé à l'ensemble des parties prenantes pour une plus grande prise en compte de l'économie sociale dans les futures politiques européennes.

Rencontres

Préparation des 4^{èmes} Rencontres de l'économie sociale des Ardennes

PLS a participé au comité de préparation des 4^{èmes} rencontres de l'économie sociale des Ardennes, qui ont réuni les acteurs français et belges de la région les 23 et 24 octobre 2009, dans le cadre du mois de l'économie sociale et solidaire. Autour de problématiques liées à l'emploi, au fonctionnement des structures et aux territoires, ces rencontres seront l'occasion de renforcer le rapprochement entre acteurs de l'économie sociale des Ardennes belges et françaises.

Forum international de la Solidarité au Luxembourg

Du 22 au 25 avril a eu lieu au Luxembourg le 4^{ème} Forum de globalisation de la Solidarité. Cet événement réunissait des acteurs de l'économie sociale et solidaire du monde entier autour de 13 thématiques qui ont été traitées en autant d'ateliers, sur le mode « on illustre, on débat, on propose », dans une démarche participative. En tant que membre du Comité de pilotage de l'évènement, PLS a été chargé de l'organisation de l'atelier « SSIG et biens communs », thématique fortement liée à l'engagement – et au désengagement – des pouvoirs publics et investie depuis des années par les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Le bilan de ces journées ainsi que leur évaluation et conclusions sont disponibles sur : www.lux09.lu

Quel avenir pour l'économie sociale européenne ?

Dans le cadre d'un partenariat sur la préparation d'un Livre Blanc sur le thème : "L'économie sociale : un autre mode de développement économique. Comment se situe-t-elle aujourd'hui, et quelle sera sa place dans l'économie de demain ?", piloté par Claude Alphandéry (ancien président du CNIAE), en collaboration avec les chercheurs, Laurent Fraisse et Tarik Ghezali, PLS a organisé le 25 juin à Bruxelles une rencontre avec les réseaux européens d'économie sociale. Ce moment d'échange et de débat avait pour but de répondre aux questions : "Comment les réseaux européens d'économie sociale peuvent-ils faire évoluer le cadre européen pour lui donner une réelle place au niveau européen, dans le double contexte de crise et d'élections ? Quelles propositions pour l'avenir ?"

Working paper

L'économie sociale, en quête de reconnaissance institutionnelle : L'exemple du statut de l'association européenne

Ce working paper étudie la difficulté de la reconnaissance institutionnelle de l'économie sociale dans l'Union européenne, en analysant les obstacles empêchant la politique européenne au sujet des associations de se hisser jusqu'au rang des enjeux majeurs de l'agenda européen. Alors que le statut de l'Association européenne pourrait s'avérer un point de ralliement d'un mouvement associatif européen en construction perpétuelle, il révèle au contraire la fragilité d'une Europe élargie – parfois trébuchante – à élaborer un consensus sur certaines questions d'affaires sociales de l'UE.

services à La Personne

Rencontres

Services à la personne et personnes dépendantes

Les 16 et 17 avril, dans le cadre du Réseau européen de services à la personne à finalité sociale, PLS a organisé avec la fondation espagnole Agrupacio Mutua un séminaire européen sur les services à la personne à Barcelone, séminaire qui fut précédé d'une visite de structures catalanes travaillant sur ce thème. Ce séminaire a notamment permis de comparer plusieurs approches nationales et en particulier les expériences françaises, belges, italiennes et espagnoles. Une newsletter reprend non seulement les actualités du réseau, mais également des informations européennes sur le sujet des services à la personne.

Mise en place d'un club européen de services à la personne

Dans le cadre d'un partenariat avec Algoé consultant, en France, PLS a accompagné durant le premier semestre 2009 l'Agence Nationale de Services à la Personne (ANSP) en France et Italia Lavoro en Italie pour la mise en place d'un Club européen de services à la personne, réunissant les autorités publiques en charge de ces questions dans différents pays de l'UE. Cette démarche a été initiée en novembre 2008 à Paris par l'ANSP à travers les Premières rencontres européennes sur les services à la personne. Les deuxièmes rencontres auront lieu à la fin du mois d'octobre 2009 à Rome.

Working paper

Vieillesse et Services à la personne en Europe

« La Commission européenne englobe les services à la personne dans la catégorie des « services sociaux ». Étant compris dans cette catégorie plus large, une grande partie des services à la personne n'est pas encore prise en compte au niveau communautaire, bien que l'UE se montre plutôt active dans ce sens. On entend par service à la personne un « *service répondant à des demandes individuelles ou collectives touchant à la qualité de la vie quotidienne, à partir d'une proximité, soit objective parce qu'ancrée dans un espace local restreint, soit subjective, c'est-à-dire renvoyant à la dimension relationnelle de la prestation.* » Après avoir lancé une grande consultation auprès des États Membres en 2006, la Commission en a conclu que, bien que la situation soit loin d'être unifiée dans l'UE, ces services jouent un rôle capital dans les domaines de la cohésion sociale, économique ou territoriale.

Diversité et Rse

Le pôle « Diversité & RSE » se consacre à l'étude et à la promotion de l'égalité sur le marché de l'emploi et à l'émergence de politiques de responsabilité sociétale dans les entreprises. Reconnu consultant « Diversité » par la Région wallonne, PLS accompagne les entreprises dans la mise en place d'un plan intégré de la gestion de la diversité. Plus largement, le pôle offre des conseils aux entreprises qui s'investissent en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises et ce dans ses trois dimensions : économique, sociale et environnementale.

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

Accompagnement d'entreprises

PLS met son expertise au service des entreprises européennes et les accompagne dans la mise en œuvre de plans structurels de RSE. Il intervient dans les différentes phases du plan et propose des actions « à la carte » (audit, benchmarking, formation, etc.) en fonction des besoins de l'entreprise, de ses moyens et de ses objectifs.

Parmi les entreprises qui ont fait appel aux services de PLS, citons Ethias, Delhaize avec le renouvellement de l'opération Jobs d'été, Sodexo, et diverses PME wallonnes.

Rencontres

Forum sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le 13 mars, PLS a participé à Marseille au Forum régional sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Cet événement a rassemblé près de 500 participants, chefs d'entreprise, institutionnels et journalistes pour la plupart. Il a été précédé de la remise des Trophées RSE PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur), qui récompense les meilleures pratiques RSE des entreprises de la Région, avec des prix départementaux et régionaux. Outre des espaces dédiés aux entreprises, consultants, experts ou encore fournisseurs de biens et services à vocation sociale et environnementale, ce forum a permis des débats, entre autres, sur les thèmes de l'énergie, du bâtiment, de la mixité et de l'éducation.

Communiquons la diversité !

Le 6 mai dernier, PLS organisait en collaboration avec le Pacte territorial pour l'Emploi de Bruxelles-Capitale, un « Spot diversité » consacré aux outils de communication de la diversité. Cet événement a réuni de nombreuses entreprises bruxelloises qui ont pu profiter des expériences réussies de nos témoins privilégiés venus de différents secteurs d'activités : l'industrie cosmétique avec L'Oréal, la grande distribution avec le groupe Carrefour Belgium, le bâtiment avec Elico, l'hôtellerie avec Radisson Blu, les Télécommunications avec Belgacom et les services avec ISS Financial services...

Œuvrer pour la diversité, une action, un plan, un label !

Cette formule a été réitérée le 18 juin par un « Moment-clé » autour de différents plans et actions mis en œuvre pour promouvoir la diversité. Cette rencontre intervenait dans le contexte particulier de l'entrée en vigueur de l'ordonnance « diversité » de septembre 2008 avec l'approbation des arrêtés d'exécution, et de la fin de la législature régionale, au cours de laquelle a été développée une politique volontariste pour lutter contre les discriminations et favoriser l'intégration de tous sur le marché du travail.

Pas moins de douze témoins privilégiés, issus de secteurs très divers, ont présenté leurs bonnes pratiques mais aussi les difficultés qu'ils ont rencontrées pour développer leurs actions et leurs plans en matière de diversité.

DIVERSITÉ en ENTREPRISE

Projet

Les modèles de RSE en Europe et la promotion de la diversité

Le 17 mars s'est tenue à Bruxelles la réunion de lancement du projet européen « *Plusieurs modèles de RSE en Europe et plusieurs manières de promouvoir la diversité en entreprises ? Recommandations pratiques aux entreprises selon le modèle de RSE adopté* ». Ce projet réunit des partenaires belges, français, polonais, allemands, italiens et espagnols qui travaillent en étroite collaboration avec deux régions européennes, la Région wallonne et la Région d'Ombrie (Italie). Il s'intéresse plus particulièrement à la diversité sur quatre terrains d'intervention : le positionnement de l'entreprise, le recrutement et la sélection, la gestion du personnel, la communication et la sensibilisation. Le projet prévoit l'élaboration de rapports nationaux pour analyser les pratiques RSE dans les États concernés qui seront présentés lors de séminaires techniques et diffusés sur le site internet du projet. Le projet se focalise sur deux objectifs principaux :

- faciliter l'intégration en leur sein de travailleurs en marge du marché de l'emploi et en particulier les jeunes généralement peu qualifiés issus de l'immigration
- retenir la jeune main d'œuvre tentée par l'émigration

Deux outils permettent la promotion de ce projet :

- Une newsletter « Responsabilité Sociétale des Entreprises » permettant d'apporter des informations et une réflexion sur la RSE à travers des actualités et des publications. Quatre sont prévues, dont une a d'ores et déjà été publiée.
- Un nouveau site Internet sur la RSE en Europe www.pcsr.eu

AUTRES ACTIVITES DE PLS DANS LE CADRE DE LA DIVERSITE

Interculturalité : recommandations aux pouvoirs publics

Dans le cadre des Assises de l'interculturalité organisées par le gouvernement fédéral, PLS a tenu deux séminaires :

Le 25 septembre 2009, PLS, le Centre régional du Libre Examen et Solidarité Savoir ont conjointement organisé le séminaire « *Identité plurielle des immigrés de deuxième ou troisième génération* » afin d'analyser en profondeur le ressenti vécu par les immigrés de la deuxième ou de la troisième génération, menant une enquête de terrain auprès d'un échantillon représentatif de cette population pour les entendre lors d'entretiens qualitatifs sur la manière dont ils se sentent et sur les actions qu'ils développent pour gérer ces identités multiples au quotidien.

Le deuxième séminaire, qui s'est tenu le 20 octobre 2009, était quant à lui consacré à la question des femmes migrantes, lesquelles sont doublement discriminées, en tant que femme d'une part et en tant qu'immigrée ou d'origine immigrée d'autre part. Deux thématiques ont spécifiquement été abordées : la participation des femmes migrantes à la vie publique et associative d'une part et l'intégration des femmes migrantes sur le marché de l'emploi d'autre part.

Ces deux événements ont débouché sur l'élaboration de recommandations concrètes adressées aux pouvoirs publics, recommandations disponibles sur le site web www.pourlasolidarite.eu, où sont publiés deux rapports contenant notamment les actes des séminaires et les résultats de l'enquête menée en Belgique auprès de personnes immigrées et d'origine immigrée.

Nouveaux talents et interculturalité

Le 5 novembre, PLS réunissait, en collaboration avec Formeville, un panel d'oratrices et d'orateurs venus échanger sur la question de l'insertion professionnelle des jeunes d'origine immigrée.

A la table des discussions : Quentin Callens, du Centre pour l'égalité des chances venu présenter la campagne Cast Me (www.discriminationemploi.be) ; Mireille Robert, assistante sociale de la commune de Saint-Josse qui a fait part de ses observations issues de son travail de terrain et qui a mis en évidence les phénomènes d'intériorisation des préjugés et d'auto-discrimination ; Jean-Louis Nisen, Directeur du Stic, Service de Travaux d'Intérêt Collectif, a présenté les activités de son service tourné vers l'insertion des publics plus éloignés du marché de l'emploi ; Séverine Karko de Pour la Solidarité a présenté trois projets qui promeuvent l'insertion des jeunes sur le marché du travail.

Working papers

Face à la crise : la RSE, une solution durable ?

PLS propose un état des lieux de la conjoncture actuelle en s'interrogeant plus précisément sur les différentes réponses apportées à la crise et sur les solutions à mettre en place pour y faire face. À travers cette analyse, l'accent est mis sur une stratégie volontaire et accessible à tous : la RSE, qui pourrait finalement être vue comme un remède et un levier pour sortir de la crise. Elle pourrait ainsi aider les entreprises à se responsabiliser davantage sur d'autres plans qui s'inscrivent dans la durée.

Entreprises & Développement durable

Alors qu'aujourd'hui il y a un consensus pour définir ce qu'est la Responsabilité Sociétale des Entreprises, le « développement durable » constitue un champ stratégique à investir par les entreprises. Si la sensibilisation est perceptible chez certaines, d'autres sont encore loin d'entamer des démarches concrètes. Pourtant, les exemples soulignés démontrent que les possibilités de gestes simples et quotidiens (recyclage, covoiturage, consommation d'énergie, etc.) sont nombreuses. L'intégration du développement durable peut être vue par les entreprises comme un facteur fondamental dans la performance, voire un facteur d'innovation, un levier de création de valeur, et un investissement fiable et sans risque à moyen et long terme.

Congé parental européen : avancée sociale ou cadeau empoisonné ?

Le congé parental est, avec la promotion des services de garde des enfants, au centre des dispositifs préconisés par l'Union européenne pour permettre aux parents de « concilier » vies familiale et professionnelle. Comme toute harmonisation sociale, cette disposition provoque des débats au sein des 27 en les obligeant à confronter leurs modèles nationaux. En effet, si le congé parental est unanimement reconnu comme un droit et une avancée sociale importante, lorsqu'on adopte une perspective de genre, ses modalités peuvent poser question. Ce working paper se propose donc d'étudier la question soulevée par le congé parental selon une perspective de genre et de fournir une analyse critique du nouvel accord cadre à la lumière des législations belges et européennes.

Outil d'information

Newsletter « Wallonie, région européenne de diversité »

Le Ministre wallon de l'économie et de l'emploi a confié à PLS la mission de rédiger une newsletter électronique destinée à informer sur les politiques sociales et économiques européennes avec un focus particulier dédié aux questions liées à la Diversité au sein de l'entreprise. Cet outil d'information présente les actualités belges et européennes dans ce domaine : outils, rapports, événements, bonnes pratiques, etc.

PARTICIPATION CITOYENNE

En 2009, PLS continue ses recherches afin d'identifier les méthodes facilitant la prise en compte de l'expertise citoyenne. En plus de stimuler et promouvoir la participation des habitants, usagers et autres parties prenantes à la prise de décision publique, PLS étudie les développements de la société civile organisée au niveau européen et national. Il met à la disposition des ONG de l'UE des outils permettant de recueillir la parole de leurs publics cibles et de la faire entendre dans les assemblées communautaires. L'axe « participation citoyenne » comprend notamment les thématiques suivantes : Complémentarité des modèles de démocratie représentative et participative ♦ Société civile organisée ♦ Citoyenneté européenne active ♦ Bénévolat ♦ Expertise citoyenne ♦

ELECTIONS EUROPÉENNES JUIN 2009

Rencontre

Elections européennes de 2009 : quel rôle doit jouer la société civile organisée ?

Le 25 mars, PLS a organisé une nouvelle édition des Midis de la Solidarité afin d'interroger le rôle du secteur associatif quant à la redynamisation de la démocratie représentative au vu de la baisse régulière de la participation aux élections.

En effet, beaucoup d'ONG, parce qu'elles bénéficient d'un capital confiance auprès des citoyens, jouent souvent le rôle de relai d'une information objective sur les travaux et les débats des parlements au niveau régional, national et européen et complètent ainsi les canaux d'information institutionnels.

Quelles organisations doivent ou peuvent mobiliser les citoyens pour les échéances électorales ? Comment sensibiliser les citoyens éloignés de la sphère politique et a fortiori des décisions prises au niveau européen ? Pour répondre à ces questions, des ONG locales et européennes ont confronté leurs expériences.



Carte blanche

Elections parlementaires européennes : tous concernés !

Au travers de cette carte blanche diffusée auprès de diverses catégories d'acteurs européens, PLS a voulu insister une fois de plus sur les enjeux de ces élections européennes de 2009. www.pourlasolidarite.eu/Elections-parlementaires,10702?lang=fr&retour=y

Working Papers

La participation aux élections parlementaires européennes

Ce working paper met en question le système politique qui régit l'Union européenne et tout spécialement sa dimension démocratique ainsi que la position du Parlement européen dans l'architecture communautaire. Dans un deuxième temps, il analyse les raisons invoquées par les électeurs sondés, les eurodéputés en poste et les experts de la question pour expliquer le comportement électoral des Européens. Enfin, il dresse l'inventaire des propositions avancées pour raviver l'intérêt et encourager la participation des citoyens au projet européen auquel ils ont été trop peu associés au cours des 50 dernières années.

Monter une eCampagne pour les élections européennes : une solution ?

La campagne américaine de Barack Obama est un modèle exemplaire d'utilisation de l'eCampagne, placée au centre des efforts en période pré-électorale. Cette stratégie semble avoir porté ses fruits. Comment l'Union européenne pourrait-elle s'inspirer de cette expérience américaine ? N'est-il pas possible pour les candidats européens de renforcer leur présence sur internet pour devenir enfin visibles sur cet espace de plus en plus influent ? Quelle réglementation encadre cette campagne et jusqu'où les candidats peuvent-ils aller dans l'exploitation du « e » ?

Projets

Participation et Interculturalité

CID : Citoyenneté, Interculturalité, Dialogue, tel est le nom choisi par PLS et ses partenaires pour désigner ce projet à cheval entre la promotion de la citoyenneté européenne active et du dialogue entre les cultures. Pendant un an, le Pôle européen des fondations de l'économie sociale, pilote du projet, et six organisations de la société civile ont mené une réflexion sur ces concepts clés. En Angleterre, Belgique, Espagne, France et Roumanie, elles ont aménagé des espaces de rencontre libres pour inviter les citoyens de leur territoire à apporter leur point de vue sur des thèmes tels que la discrimination, la déconstruction des préjugés, l'échange interculturel, la méconnaissance de l'Autre, les relations majorité/minorité, autochtones/allochtones...

Le 22 janvier, PLS, le Community Service Volunteers, fédération anglaise de promotion du bénévolat, la Fondation de la compagnie d'assurances P&V, pionnière de l'économie sociale en Belgique, la Fondation espagnole EAES, école de formation à l'entrepreneuriat social, la Fondation de la mutuelle d'assurance française MACIF et la Fondation roumaine PACT, experte en développement territorial participatif, se sont réunis à Paris pour partager les difficultés et réussites rencontrées dans la mise en œuvre du projet.

Le 27 mai, ils se sont retrouvés à Bruxelles pour clôturer le projet. Chacun a, tour à tour, rapporté les réflexions des citoyens de son pays, souvent centrées autour du concept d'intégration, puis analysé son expérience pour en tirer des recommandations. Suite à cet échange, ils ont formulé une série de recommandations au niveau européen concernant la méthodologie, la législation et les programmes de financement européens pour renforcer la place de l'inter-culturalité et du dialogue, mais aussi l'importance de l'éducation et de l'insertion par l'activité économique.

PLS a coordonné la réalisation des productions du projet :

- Un guide à destination des organisations qui souhaitent consulter des publics multiculturels et non-experts sur des enjeux de société.
- Une newsletter pour rendre compte des processus de consultation. On peut y lire différents témoignages européens face aux problématiques de l'intégration, de la déconstruction des stéréotypes, de la diversité linguistique ou encore des conflits ethniques.



Participation citoyenne et développement durable

Le 8 mai, PLS a participé à la réunion de lancement du projet européen Participatory Assessment of Sustainable Development indicators on good governance from the Civil Society perspective (PASSO). Étaient présents les autres partenaires du projet, à savoir l'Institut des Etudes pour l'Intégration des Systèmes (Italie), Missions Publiques (France) et l'université de Stuttgart (Allemagne) ainsi que Patrizia Poggi de l'Unité Environnement et Développement Durable de la DG Recherche, Commission européenne.

Cette rencontre a permis aux partenaires de clarifier les objectifs et de planifier les activités de ce projet d'envergure. Les interventions ont replacé le projet dans le contexte plus large des autres initiatives menées en matière de développement durable, actuellement en cours au niveau européen. Dans un premier temps, les structures partenaires travaillent à l'organisation de la première rencontre européenne qui réunira 15 experts en indicateurs de développement durable de différents pays membres de l'UE ainsi que des représentants des organisations de la société civile.

Portail de la démocratie locale

La fondation belge Roi Baudouin et Easi Wall, Cellule de simplification administrative de la Région Wallonne ont initié un portail internet sur la participation locale - www.jeparticipe.be. Des experts universitaires et des praticiens reconnus de la démocratie participative tels que PLS ont accompagné le projet pour qu'il réponde au mieux aux besoins des utilisateurs. Le site internet encourage les citoyens ordinaires à s'impliquer concrètement dans la vie en collectivité. Il valorise les initiatives locales solidaires et stimule les synergies. Il constituera à terme une véritable vitrine de la participation citoyenne orientée vers l'intérêt général en Belgique francophone.

Working Papers

Dialogue civil : entre discours et réalité

Le working paper suivant a pour objectif de mettre en lumière le concept de dialogue civil et ses applications au niveau européen. Il s'inspire de l'expérience tirée du projet « encourager le dialogue civil en Europe » qui a amené à se rencontrer 7 partenaires de 6 différents pays et à explorer diverses approches et perceptions du dialogue civil.

Formation

Comment mettre en pratique la démocratie participative ?

Le 8 juillet, PLS a organisé une formation à destination des représentants des pouvoirs locaux, salariés d'associations para-communales et fonctionnaires communaux et régionaux. Les modules traitaient du concept de démocratie participative et des techniques utilisées aux niveaux belge et européen pour stimuler la participation des citoyens.

À l'issue de la formation, les participants étaient capables de construire une définition de la démocratie participative basée sur des expériences pratiques ; identifier les parties prenantes d'un territoire ; décrire les différents dispositifs existants de participation ; recourir à bon escient aux dispositifs et instruments prévus par la loi permettant la participation des citoyens à la prise de décision ; proposer des mécanismes de participation appropriés à une situation ; entrer en dialogue sur la longue durée avec la société civile.

Outils d'information

Newsletter Participation citoyenne

En 2009, notre newsletter Participation citoyenne se pérennise. L'équipe de PLS a participé activement à la plupart des événements consacrés à la participation des citoyens à la vie politique nationale et européenne, organisés à Bruxelles afin de communiquer les principaux sujets de préoccupations et d'interrogations exprimés par différents acteurs européens ainsi que les progrès réalisés dans le domaine de la participation citoyenne.

Site internet

Véritable lieu de rencontre et d'échange, le site - www.beingcitizen.eu - contient des informations liées à l'actualité en matière de démocratie participative. En outre, un forum permet le dialogue autour du thème de la citoyenneté. Le site est aussi accessible à partir du site Internet de PLS : www.pourlasolidarite.eu/beingcitizen

Soutien de l'Unité citoyenneté de la Commission européenne

PLS bénéficie en 2009 du soutien de l'unité citoyenneté de la DG Education, Audiovisuel et Culture pour la réalisation de ses activités de recherche et de reliance contribuant à armer les citoyens face à la complexité de l'environnement européen et ainsi pouvoir réagir au bon moment. Dans ce cadre, PLS mènera des activités tendant à rapprocher les organisateurs des Semaines de la Démocratie Locale (Conseil de l'Europe) et de la Participation citoyenne (CEECN) en étroite collaboration avec les institutions communautaires. Il organisera aussi des ateliers sur les TIC afin de déterminer comment elles peuvent permettre aux ONG d'intéresser plus activement leurs publics cibles aux questions européennes.

DEVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITORIAL

La thématique du développement durable et territorial est aujourd'hui une problématique reconnue tant sur le plan économique que social. Les préoccupations des scientifiques trouvent désormais un large écho au sein du monde politique et il semble que chacun veuille s'engager à y apporter des réponses. PLS se réjouit de cette évolution positive et poursuit son activité en faveur de cet enjeu d'avenir. L'axe développement durable et territorial comprend, entre autres, les thématiques suivantes : Efficience énergétique ♦ Logement et mobilité durables ♦ Consommation responsable ♦

Conférence européenne « Risques climatiques, quels enjeux pour l'Europe ? »

Hausse record des températures, moussons à répétition, inondations, canicules, tempêtes, incendies, jamais les effets du changement climatique ne se sont fait sentir aussi fort qu'au cours de la dernière décennie.

Face à la réalité représentée par les risques et les conséquences liés au changement climatique, l'Union européenne agit sur deux fronts complémentaires. Elle mène d'une part une politique d'atténuation des effets du changement climatique et d'autre part, met en place des stratégies communautaires, afin de faire face aux conséquences présentes du changement climatique et d'anticiper les risques. Face à ces différents constats, la Fondation MAIF, en collaboration avec PLS et dans le cadre de son vingtième anniversaire, a souhaité organiser cette conférence mettant en évidence à la fois la dimension européenne des risques climatiques et les contributions d'un certain nombre d'acteurs, à travers trois tables rondes :

- Le réchauffement climatique à l'échelle globale et ses conséquences en matière de sécheresse et de canicule en milieu urbain
- L'impact du réchauffement climatique en Europe et les politiques européennes en la matière
- Prévention des risques et secteur financier : quelles solutions ?

Le cahier de la Solidarité n° 18 « Europe et risques climatiques »

Ce Cahier, édité à l'occasion des 20 ans de la Fondation MAIF, met en évidence les rouages d'une démarche à la fois ambitieuse et pragmatique, afin de mieux la comprendre et de permettre aux acteurs qui le souhaitent d'y prendre part.



energie

Rencontres

Europe et énergie : les enjeux pour l'économie sociale et l'économie publique

La question énergétique est une question transversale, dont les implications sont écologiques, économiques et sociales. Les acteurs de l'économie sociale ont un rôle à jouer dans le développement de nouvelles formes de production et d'utilisation. PLS co-organisait, le 22 avril, avec le CIRIEC-France, la Fondation MACIF, GDF-Suez, le Centre Européen des Entreprises Publiques (CEEP), ce dîner-débat pour prolonger la réflexion autour de l'ouvrage « Europe, énergie et économie sociale » paru en 2008.

GREEN WEEK – Rencontres européennes de l'environnement

Initiative annuelle de promotion de l'environnement, organisée par la DG environnement de la Commission européenne depuis 2001, la Green Week est un forum unique de discussion, d'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre pouvoirs publics, entreprises, communauté scientifique et société civile. PLS organisait le 24 juin, pour EURESA, réseau européen d'assureurs d'économie sociale, une stakeholders session « Action des assureurs mutualistes européens face au changement climatique ». Cette table-ronde a été l'occasion d'échanger autour du rapport réalisé par EURESA et d'envisager de nouveaux partenariats.

Projets

Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au service du développement durable

Le réseau thématique européen "ICT for energy efficiency" ICT21-EE a été créé dans le cadre du projet européen « les TIC au service du développement durable » qui développe une compréhension commune des bonnes pratiques dans le domaine. Cet apport des TIC a été débattu au travers de trois groupes de travail portant sur le logement, les transports et les comportements, et d'une session plénière, en poursuivant l'objectif de constitution d'un réseau social et d'une plate-forme sur des bonnes pratiques.

L'économie sociale, actrice de la lutte contre la précarité énergétique

Ce projet mené par PLS avec le soutien du Ministre Fédéral de l'Intégration sociale, a donné lieu à deux rencontres.

- Le 12 mai, PLS a initié une réflexion sur la précarité énergétique et proposé des pistes d'action pour y remédier, au travers de la présentation du contexte belge, des enjeux et de bonnes pratiques.
- L'opération a été réitérée le 26 mai, 29 et 30 septembre en collaboration avec le RWADE (Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie), Inter-Environnement Wallonie et les Equipes Populaires. Cet événement a largement donné la parole au public issu de milieux précarisés et à l'économie sociale.





Un Cahier de la Solidarité n° 19 « *L'économie sociale, actrice de la lutte contre la précarité énergétique* » paru au second semestre 2009, expose les enjeux énergétiques, le type d'actions entreprises par les acteurs européens de l'économie sociale et leur potentiel pour lutter contre la précarité énergétique.

Working papers

Qu'est-ce que la précarité énergétique ?

Ce working paper met en évidence le sentiment de précarisation par rapport à l'accès à l'énergie qui s'accompagne souvent d'une pauvreté objective. Les causes diffèrent sensiblement selon le contexte national, même si les orientations prises par l'Union européenne tendent à créer un creuset commun. Face à ce constat, on tentera de montrer de façon systématique les déterminants de la précarité énergétique afin de mieux comprendre où il est nécessaire d'agir.

Comment réduire sa facture énergétique ? Le contexte belge

La facture énergétique est en hausse et devient pour un nombre grandissant de ménages un sujet d'inquiétude et de difficultés car l'approvisionnement énergétique représente un poste important de dépenses pour tous, quel que soit leur revenu. Dans ce contexte la précarité énergétique définit l'impossibilité pour les citoyens de payer de façon raisonnable leurs besoins basiques en énergie. Elle prend en compte de multiples critères comme notamment les salaires, l'isolation, les standards de chauffage ou le prix de l'énergie.

Logement et précarité énergétique : 12 propositions européennes d'avenir

En toile de fond des thématiques telles que le logement et la précarité énergétique en Europe, se dégage un enjeu plus général et transversal : celui de la garantie pour tous de l'accès au droit à un logement décent et abordable. Pourtant la fédération européenne des associations travaillant avec les sans-abri (Feantsa) recense actuellement 17 000 sans abri en Belgique, nombre qui est encore plus élevé en réalité. Afin de donner corps à ces différentes problématiques, PLS a recensé douze propositions d'avenir sur le logement et la précarité énergétique, qui proposent l'adoption de bonnes pratiques à l'échelle européenne, se basant sur la réussite d'expériences novatrices, particulièrement en Belgique.

LOGEMENT DURABLE

Batibouw 2009, Salon international de la Construction, de la Rénovation et de l'Aménagement intérieur

Six années consécutives de présence à Batibouw démontrent l'ancrage de plus en plus fort de PLS dans les thèmes du développement durable, de la construction et du logement durables. En effet, ces questions riment avec emplois, efficacité énergétique, énergies renouvelables, bien-être, etc. Mais elles concernent également la précarité énergétique, les difficultés à trouver des financements, la méconnaissance des primes existantes, l'isolement des personnes âgées ... Trois conférences qui ont permis de présenter des analyses, des projets innovants et des bonnes pratiques en la matière :

- Comment enrayer la pénurie de main d'œuvre dans le secteur du bâtiment ? (27 février 2009) ;
- Comment obtenir un logement abordable ? (2 mars 2009) ;
- 50 ans d'innovation dans la construction au service d'un nouveau confort (6 mars 2009).

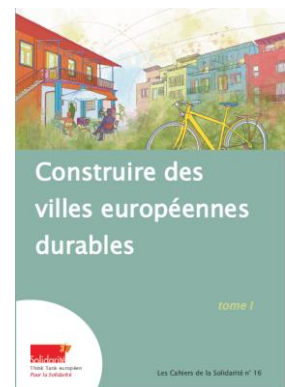
L'observatoire européen du logement durable

Le site internet www.observatoiredulogementdurable.eu, entièrement refondé en début d'année 2009, a été conçu pour orienter l'internaute vers différentes thématiques clés liées au logement durable : efficacité énergétique, logement social durable, lutte contre la précarité énergétique, Ecoquartiers.

VILLE DURABLE

Cahier de la Solidarité n° 16 et 17 « Construire des villes européennes durables » – Série Développement durable

Cette étude en deux volumes met en valeur les actions entreprises dans près de 60 villes des 27 États-membres de l'Union européenne pour donner une vision concrète du développement durable urbain. L'étude cherche à montrer que la construction de la ville durable n'est pas une démarche utopique ou de complaisance. Les difficultés dont souffrent aujourd'hui les villes européennes – pollutions, hausse des inégalités malgré une augmentation des richesses, problèmes de mobilité, etc. – mettent en doute la pérennité de leur développement. Face à cette situation, le développement durable amène une façon nouvelle de penser la ville, en associant aux enjeux économiques des préoccupations environnementales, sociales, politiques et culturelles ; c'est-à-dire en adoptant une approche multidimensionnelle et intégrée, dans une optique de long terme.



« La ville durable : un nouveau modèle urbain » – 2 juin 2009

PLS a organisé ce séminaire, avec le soutien du Ministre wallon de l'Economie, afin de présenter aux professionnels de l'aménagement urbain l'ouvrage « *Construire des villes européennes durables* », ses



thèses ainsi que les bonnes pratiques européennes sélectionnées. Le séminaire a



aussi été l'occasion d'une réflexion collective des participants sur les dispositifs à mettre en place dans les communes wallonnes, notamment en ce qui concerne le réaménagement de la ville, la mobilité et la formation des

acteurs d'une ville durable. Le séminaire s'est conclu par un débat sur les financements européens existants pour soutenir le développement de zones urbaines durables.

"Villes durables, mobilité durable" – 2 décembre 2009

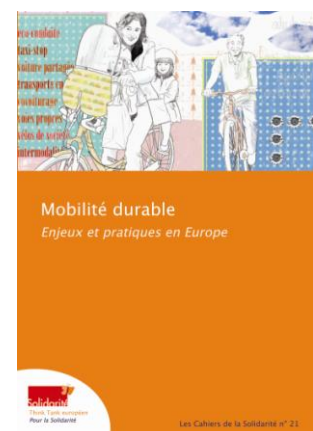
Le changement climatique a été le thème clé de la conférence intergouvernementale de Copenhague. C'est dans ce contexte que PLS et Triodos Bank ont organisé cette journée de conférence. Grâce à l'éclairage de nombreux spécialistes, cet événement a permis d'explorer la diversité des approches possibles pour bâtir des villes durables. Les déplacements inter et périurbains constituant un enjeu de taille pour les villes européennes d'aujourd'hui et de demain, la mobilité sera un des thèmes clé de cette réflexion. Afin de dégager des pistes de solution pour l'avenir, quatre tables-rondes ont abordé les grands enjeux actuels du développement urbain durable en Europe : l'incidence des politiques de mobilité sur le tissu urbain et sur la cohésion sociale ; la place de la mobilité dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme ; la participation citoyenne et le développement durable urbain ; et les technologies de l'information et de la communication au service du développement durable urbain

Cahier de la Solidarité n° 21 « Mobilité durable – enjeux et pratiques en Europe »

Série Développement durable et territorial

La mondialisation s'accompagne d'une augmentation de la demande de transport et a fait de la mobilité des personnes, des idées et des marchandises un moteur et une caractéristique essentielle de nos sociétés modernes. Mais le secteur des transports est désormais le premier émetteur de dioxyde de carbone, responsable d'une part importante des rejets de polluants, ainsi que de l'accroissement de la consommation d'énergie.

Le transport routier, notamment, pèse lourdement sur la facture environnementale. Or, si ces dernières années ont conjugué progrès techniques et réglementation restrictive, permettant de diminuer les



consommations et émissions unitaires des véhicules, cette diminution est en fait compensée par l'accroissement des trafics : d'où un jeu à somme nulle. Les trafics urbains et interurbains apparaissent dès lors comme un levier d'action privilégié, d'une part afin d'opérer une réduction quantitative des déplacements par la route, et d'autre part pour procéder à une réorientation qualitative vers les modes moins consommateurs et moins polluants. Cette étude présente aussi les positions et actions de l'Union européenne en matière de mobilité durable.

Valoriser les bonnes pratiques de développement durable en milieu urbain en Europe – 16 décembre 2009

Dans la lignée de sa thématique sur la « ville durable » PLS a co-organisé avec le cabinet conseil YTES le 16 décembre à Lille cette conférence. Aux exposés introductifs « L'action de l'Union européenne pour le développement durable » et « Le développement durable et la politique de la ville » succéderont deux tables-rondes participatives :

- « *Maîtriser l'espace urbain : vers une ville verte réaménagée* »,
- « *Donner une nouvelle place aux acteurs de la ville : pour un développement économique, social et citoyen* »

La réflexion s'est clôturée avec deux interventions consacrées aux thèmes suivants : « La ville durable, un nouveau modèle urbain ? » et « Vers un nouveau mode de gouvernance au service des villes durables ».

Écovilles : PLS réagit à l'annonce du gouvernement britannique

Pour en savoir plus sur cet article de presse, voir la partie « PLS et les médias ».

Working papers

Quel avenir pour les agro-carburants dans l'Union européenne ?

Dans le cadre de sa politique énergétique, la Commission européenne s'est résolue à encourager la production et l'utilisation des agro-carburants en proposant un objectif contraignant minimal d'incorporation de 10% dans les véhicules d'ici 2020 pour chaque Etat membre. Quelle crédibilité peut-on accorder à cette énergie? Qu'en est-il des agro-carburants de seconde génération ? Y a-t-il une alternative à cette énergie ?

Développement durable, crise financière : quelle place pour les coopératives ?

Ce working paper a pour objectif de mettre en avant les atouts dont disposent les coopératives pour faire face à la crise et bâtir un modèle économique sain et pérenne.

CONSOMMATION RESPONSABLE

Rencontre

Une consommation alimentaire durable

Ces dernières décennies, l'offre de produits alimentaires s'est fortement élargie et homogénéisée. Les habitudes des consommateurs européens se sont modifiées en conséquence. Cependant ce modèle a de profondes externalités négatives et semble finalement bien peu compatible avec l'idée d'un développement durable. Les enjeux

planétaires immédiats tels que la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire nous invitent à repenser la cohérence du système alimentaire et la logique de la globalisation en ce domaine. Lors d'un Midi de la Solidarité (18 février), PLS a rassemblé diverses ONG et centres de recherches pour sensibiliser les Bruxellois au contenu de leur assiette.

Working papers

Alimentation et changement climatique : quels outils pour une consommation éco-responsable ?

Depuis une cinquantaine d'années, les rayons des supermarchés nous proposent toute l'année une offre de produits provenant des quatre coins de la planète. Des régions entières de production se sont spécialisées et dépendent aujourd'hui de ces échanges agroalimentaires globalisés. Cela a cependant d'incontestables impacts environnementaux : pollution, perte de biodiversité, gaz à effet de serre... Alors que la pression sur l'environnement est perçue aujourd'hui de façon de plus en plus aiguë, il est important que chacun prenne conscience de ces enjeux. Comment informer le consommateur quant à ses choix quotidiens ? Quels sont les moyens concrets à développer pour une consommation écologiquement acceptable, sans être socialement néfaste ?

Consommation durable : de l'engagement citoyen à la nécessité collective

L'essor des sociétés de consommation a indubitablement et profondément changé le monde: une nouvelle organisation socio-économique s'est épanouie, apportant avec elle de nombreuses facilités, un confort de vie accru. Pourtant, allant de dérapages financiers en dégradation des écosystèmes, nos manières de produire et de consommer sont aujourd'hui confrontées à la nécessité de prendre en compte la préservation de l'environnement et la lutte contre les inégalités sociales. Pourtant, l'acte de consommation est aussi un acte culturel et un acte de socialisation dont nul ne peut se priver. En outre alors que l'opulence engendre de nouveaux maux, plus de la moitié de l'humanité souffre encore d'un manque criant de biens matériels.

Peut-on alors trouver la voie d'une consommation qui permettrait l'enrichissement de la planète sans la menacer, et qui, en nous permettant de raisonner sur nos véritables besoins de consommation, ferait de nous des consommateurs responsables et des citoyens solidaires ?

Cahier de la Solidarité n° 20 – Alimentation : circuits courts, circuits de proximité

Série Développement durable et territorial

Les défis du changement climatique, la crise alimentaire de 2008, les aspirations à des modes de consommation durables, respectueux des personnes et de la planète : tout ceci incite à repenser dès à présent la cohérence du système de production et consommation alimentaires tel qu'il s'est développé ces dernières décennies. Une réflexion sur l'alimentation entraîne automatiquement une réflexion sur la société. Réponses locales à ces enjeux globaux, les initiatives de circuits



courts forment un secteur protéiforme et vivace, liant alimentation et développement durable local. Cette nouvelle étude met en valeur une cinquantaine d'initiatives de terrain à travers l'Europe et illustre le potentiel en matière d'emploi et cohésion sociale et les ambitions de préservation de l'environnement d'un secteur encore largement informel mais qui devrait de plus en plus susciter l'intérêt des décideurs politiques et socio-économiques.

MOBILITÉ DURABLE

Working paper

Du développement durable à la mobilité durable – Concepts et enjeux

La voiture particulière assure aujourd'hui 43% des kilomètres parcourus dans le monde, et jusqu'à près des trois-quarts des déplacements en Europe. Elle apparaît souvent comme le moyen incontournable de notre mobilité. Pourtant, une autre organisation de nos déplacements est possible, et à défaut de supprimer totalement l'automobile, des modèles alternatifs se développent, alliant transports publics, modes doux et intermodalité.

La problématique de la mobilité durable permet d'envisager les aspects économiques, sociaux et environnementaux des déplacements, qui représentent une question centrale du développement durable étant donné l'impact des transports dans nos sociétés.

Outil d'information

Newsletter développement durable

Le développement durable n'est pas une utopie et cette newsletter s'en veut le reflet. En montrant comment il peut se concrétiser en pratique et de façon relativement simple. PLS souhaite montrer que le développement durable est par essence à la portée et au service de tous et qu'il représente un formidable outil social.

CLIMAT

Etude

« Copenhague, avant et après. Enjeux et perspectives pour les entreprises »

Quel avenir pour le climat au cœur de la crise économique ? Copenhague : pour une fiscalité "verte" mondiale ? La place des entreprises dans la négociation climatique. Tels sont les thèmes abordés dans cette étude qui tend à analyser les enjeux qui entourent la conférence de Copenhague sous la forme de trois parties autonomes les unes des autres. La première s'attache à mettre en évidence les enjeux macroéconomiques de la conférence de Copenhague à la lueur de la crise économique mondiale que nous connaissons. La deuxième partie vise, quant à elle, à présenter les enjeux en termes de fiscalité environnementale dans la résolution du défi climatique. La troisième et dernière partie met l'accent sur le rôle des entreprises dans les discussions internationales et souligne les bénéfices pour ces dernières d'un engagement fort en faveur des politiques de lutte contre le réchauffement climatique.

autres activités PLS - Formations

PLS organise des formations adaptées aux besoins des personnels associatifs et des pouvoirs publics, alternant apports théoriques, études de cas et échanges d'expérience entre participants. Parmi les formations déjà organisées :

- « Politiques sociales européennes et citoyenneté », 20 janvier 2009 (Paris)
- « Introduction à l'Europe et à la libéralisation européenne des services », 24 février 2009 (Paris)
- « Présentation générale de l'Union Européenne et enjeux à venir », 11 juin 2009 (Paris)
- « Comment mettre en pratique la démocratie participative ? », 8 juillet 2009 (Bruxelles)
- « Comment obtenir un financement européen pour vos activités et projets ? », 10 juin & 21 août 2009 (Bruxelles & Riga)
- « Le montage de projets européens », 25 novembre 2009, formation dispensée auprès de la Ligue de l'Enseignement des Ardennes
- « Travailler en partenariat, monter un projet inter-associatif » Cette formation a été introduite autour d'un atelier formatif à l'occasion des 4èmes Rencontres de l'Economie Sociale et Solidaire qui se sont déroulées à Revin (Ardennes) les 23 et 24 octobre 2009.

PLS et Les medias

Afin d'accroître l'impact de ses activités et d'influencer les décideurs socio-économiques, PLS veut accentuer sa présence dans le paysage médiatique. En dehors d'Internet, il a déjà fait parler de lui sur les ondes de la radio francophone belge La Première, ainsi dans la presse écrite quotidienne ou périodique. L'ensemble de ces apparitions médiatiques se trouve sur son site internet.

De La Première à La Libre Belgique

Lors de l'année scolaire 2008-2009, Denis Stokkink, président de PLS, a fait partie des 13 chroniqueurs de l'émission « Entre Première » qui a lieu tous les samedis entre 8h30 et 9h sur La Première, radio de la RTBF. Les interventions sont publiées le même jour dans les pages économiques de la Libre Belgique. On peut citer :

- Le 28/03/2009 : *Les dures réalités de la crise : un constat partagé ?*
- Le 13/12/08 : *Pour une croissance durable et solidaire*
- Le 6/09/08 : *L'Europe ou le syndrome du flamant rose*

Autres parutions

- **Le Soir**, le 14/05/2009 : Carte blanche *Pour une croissance européenne durable et solidaire*
- **Le Soir**, le 27/05/2009 : *Manifeste pour une Europe sociale et solidaire*
- **La Libre Belgique**, le 24/07/2009 : 3 questions à Denis Stokkink



Le 24 juillet 2009, Denis Stokkink était interviewé par le journal La Libre Belgique pour commenter l'ambitieux projet du Labour de bâtir 11 écovilles. Il a considéré ce cas comme révélateur de la nécessité de revoir la politique de la ville, en cohérence avec des objectifs environnementaux, économiques, sociaux, mais aussi citoyens. Si l'idée de rendre la ville durable est reprise à l'unisson par des responsables politiques et les acteurs du monde économique, l'actualité montre que les effets d'annonce en la matière ne suffisent pas. Ainsi le projet du Labour a été sérieusement mis en doute non seulement par les populations intéressées, mais aussi par les écologistes locaux.

PLS dans la presse lors du salon BATIBOUW

Le Soir du 26 février 2009

The screenshot shows a news article from the Belgian newspaper 'Le Soir' dated February 26, 2009. The article is titled 'Des conférences à Batibouw' and discusses the Batibouw 2009 exhibition. It mentions that the exhibition is organized by the Brussels Chamber of Commerce and Industry (CIB) and is held at the 'Salon International de l'Ébénisterie, de la Sécherie et de l'Aménagement Interieur'. The article highlights the focus on energy efficiency and sustainable construction, with a specific mention of the 'Eco-Design' award. It also notes that the exhibition is open from February 26 to March 1, 2009, from 10 AM to 6 PM.

Métro 27 février 2009

Un logement qui devient actif

The page is from 'Métro' magazine, dated February 27, 2009. The main article is titled 'Un logement qui devient actif' and is written by Genevieve Perle. The article discusses the concept of 'active housing' (logement actif), which goes beyond traditional housing to include energy efficiency, smart home technologies, and community-oriented living. It mentions that such housing can reduce energy consumption by up to 30% and improve the quality of life for residents. The article also touches upon the role of technology in creating these smart homes, such as the use of sensors and automation systems. A photograph of a modern, well-lit interior is included in the article. The page also features a sidebar with a 'Parole d'expert' section and a 'Libre Entreprise' section.

Lutte contre la pauvreté et le développement

Texte de Denis Stokkink paru dans La Libre Belgique du 05 décembre dans la rubrique "Parole d'expert".

Libre Entreprise

Parole d'expert Lutte contre la pauvreté et développement



Plus d'un milliard d'individus en situation de pauvreté dans le monde, plus de 15 % de pauvres au sein de la population européenne. Pour lutter contre ce phénomène grandissant, nos démocrates mettent en place une série de structures d'aide aux personnes. L'Europe déclare l'année 2010 Année de lutte contre la pauvreté. La Belgique qui prône au deuxième semestre le Comité européen développe un programme ambitieux sur ce thème. Nous voilà rassurés... Aurons-nous fait tout notre possible ? Certes. Mais nous-comme mieux et plus vite.

Les acteurs économiques doivent jouer leur rôle dans ce combat pour trois types de raisons : des raisons éthiques, sociales ET économiques.

1. Les organisations qui placent l'éthique au cœur de leur stratégie managériale obtiennent de meilleurs résultats économiques.

2. Une société qui accepte de laisser plus de 15 % de sa population à l'écart représente une aberration sociale qui, à moyen terme, pourrait représenter un danger.

3. La cohésion sociale est essentielle à chaque individu au système global - participe à une meilleure croissance à travers un mieux-être individuel et la création d'activités économiques. Prenons des personnes sans-abri à qui la société permet de rénover un logement insalubre et d'y loger. Qu'obtiennent-elles ? Des individus logés en recherche d'emploi ET de l'activité économique engendrée par les travaux de rénovation.

Attardons-nous un moment sur le secteur du recyclage. Qui aurait pu prévoir que le simple travail de triage des déchets allait donner naissance à l'un des secteurs en pleine croissance et plus pourvoyeur d'emplois de ces dernières années.

Mesdames, Messieurs les acteurs économiques, soutenez l'Année européenne de lutte contre la pauvreté permet d'agir de manière ambitieuse en faveur du développement économique de notre société.

Business durable

A l'occasion de la parution de l'étude "Copenhague, avant et après – Enjeux et perspectives pour les entreprises", la Libre Belgique a consacré, le 7 décembre 2009, une interview Denis Stokkink, Président de PLS pour évoquer le « Business durable », la conciliation de l'économie et du développement durable.

Business durable

SUPPLEMENT "la Libre" 7/12/09

Le think tank européen "Pour la Solidarité" explique comment concilier économie et développement durable.

Denis Stokkink, président du think tank européen "Pour la Solidarité", analyse les enjeux économiques.

La lutte contre le réchauffement climatique peut-elle servir de tremplin à une reprise de l'activité économique ?

Oui. Les politiques d'incitation à la recherche et développement et à l'innovation participent efficacement à la reprise. La France l'a bien compris en lançant son "grand espoir" pour la recherche et l'innovation verte. La création de secteurs liés à de nouvelles activités des consommateurs (alimentaires, énergétiques, etc.) ouvre des perspectives à l'économie. C'est également une source d'emploi considérable dans des domaines tels que la construction, la rénovation, la gestion des déchets, qui peut compenser les pertes dans l'industrie. Les stratégies vertes des entreprises génèrent des plus-values économiques et environnementales, ainsi que des gains de compétitivité et d'innovation. Même compliquée, les politiques environnementales pour mener les entreprises vers des vertus pour les entreprises.

Quels sont les avantages et les inconvénients d'une fiscalité environnementale ? Des incitations d'impôt sont prévues à cet effet, mais qu'en est-il dans la pratique ?

Plus les entreprises polluantes sont nombreuses, moins la population est consommatrice, et plus on se tourne vers la recherche d'alternatives écologiques. Les "green start-up" permettent donc de modifier les comportements et de générer des revenus fiscaux. Si l'on "taxe" mieux, sur les entreprises

comme les consommateurs exigent pour leur chiffre d'affaires ou leur puissance d'achat. Or, une fiscalité environnementale, complétée par des abattements d'autres prélèvements, se traduit, tout compte fait, par un coût, sans produire les plus-values, à des incidences négatives à long terme pour les deux acteurs. Par ailleurs, les incitations à la fiscalité environnementale, telles que les réductions de flexibilité (permis d'exploiter, dérogations de développement, etc.), ne sont pas à l'abri des critiques. Bien entendu, une taxe seule ne réussit pas la promesse de réchauffement climatique, il faut l'associer à d'autres mesures comme l'appel à l'innovation. C'est ce que l'on peut constater de l'expérience australienne, où l'annulation d'une taxe sur le CO₂ dans les années 1990 a modifié le comportement des consommateurs à grande échelle.

À-delà des discours, les entreprises belges sont-elles en mesure de développer durable ?

Il est clair que seule une "économie verte" qui génère du leadership pour des objectifs de développement durable environnemental, si ce n'est d'autres indicateurs clés des entreprises et si l'impact n'est pas toujours à la hauteur des attentes affichées. Beaucoup d'entreprises sont attentives. Or, des entreprises, même dans des secteurs fortement touchés par la crise (comme l'énergie pour le secteur électrique, l'eau pour l'énergie ou même l'acier), ont réussi que dans le développement durable comme aux entreprises pour être acteurs de croissance et de stabilité significativement plus élevés.

Une fiscalité verte ne complètera-t-elle pas encore le rôle de l'investissement comme une "solidarité" ?

La vision que les secteurs environnementaux jouent à la compétitivité des entreprises est la dernière fois avec des idées les politiques actuelles.

leur rôle est très faible pour avoir un impact significatif sur le commerce international ou sur la localisation des centres de production. Il faut se concentrer plus de temps et d'efforts sur les entreprises à mener dans le cadre des projets écologiques. Les données environnementales d'aujourd'hui ne sont pas encore de valeur, mais qui sont appréciées en termes de valeur ajoutée est possible globalement des coûts, performances environnementales, etc.). Plus que de connaître, il est important de parler d'opportunités.

Les entreprises belges ont-elles le jeu à jouer ? Des idées sont-elles en mesure de...

Caractéristiques. Les négociations de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) ont été à l'origine de nouvelles politiques climatiques. L'investissement dans des nouvelles technologies, de nouvelles techniques de management plus respectueuses de l'environnement leur est ou leur sera bénéfique. De plus, seule une entreprise qui est durablement profitable. Chaque sera individuellement encouragée à prendre en compte les facteurs environnementaux dans ses opérations et ses investissements internes (recyclage des déchets, plans de déplacement, communication, etc.). Plus, dans un contexte de communication comme (image de marque), et dans un contexte de développement commercial (nouveau produits, nouveaux services). Certaines entreprises ont déjà bien compris l'importance de toutes ces idées, à leur niveau, des politiques environnementales améliorées. Les plus innovantes devraient progressivement franchir le pas et celles qui ne le font pas devraient sur la marche.

P.L.S.

► Email: denis.stokkink@plsbelgium.be / <http://www.pourlasolidarite.be/fr/pls/pdf/Think.../Dependence.../entreprises.pdf>

Enfin, PLS collabore avec un grand nombre d'associations et d'autorités publiques qui relaient ses activités dans leurs newsletters et sur leurs sites internet.

Pour la Solidarité, plus qu'un Think Tank européen classique, offre une large gamme de services liés au secteur de la solidarité. Il promeut l'économie sociale, des politiques durables et l'engagement des citoyens dans les processus de prise de décisions.

INFORMATIONS PRATIQUES

Think Tank européen Pour la Solidarité asbl

Rue Coenraets, 66

B-1060 Bruxelles

Tél. : +32 2 535 06 88 - Fax : +32.2.539.13.04

Métro : Porte de Hal / Midi

Gare : Gare du Midi

www.pourlasolidarite.eu

Banque: 001-38774204-03

BE: 21 00 13 87 42 03

BIC: GEBABEBB